

Répondant positivement à la demande d'intervention du Président élu du Yémen Hadi Mansour, une coalition militaire arabe menée par l'Arabie Saoudite et qui comprend 9 pays arabes dont l'Égypte et le Maroc dirige depuis jeudi des raids aériens contre des positions tenues par les rebelles houthis à Sanaa mais aussi dans le Sud et précisément près de Aden.

Dans un Moyen Orient en proie à de nombreux foyers de tensions, ce dangereux tournant peut être interprété comme un nouvel épisode de la guerre par procuration (ou proxy-war) que se livrent intensément Arabie Saoudite et Iran pour le leadership régional. La première ayant fait preuve au travers de cette opération très rapidement mise sur place de sa forte capacité de mobilisation diplomatique au sein du monde arabe mais aussi auprès de la grande famille du sunnisme puisque le Pakistan participe également à la coalition tandis que la Turquie a appuyé la décision saoudienne.

Profitant du vide sécuritaire et institutionnel suite à la destitution du Président Ali Abdallah Saleh en 2011 dans le sillage des printemps arabes en Tunisie, Libye ou encore Égypte, la minorité houthie, de confession zaydite (branche minoritaire du chiisme), s'est rapidement réorganisée et structurée pour dans un premier temps afficher des revendications d'ordre politique et économique avant de prendre le pouvoir à Sanaa en octobre 2014. Depuis le dialogue politique péniblement mis en place à l'initiative de l'ONU piétinait avant sa prévisible mise entre parenthèse depuis l'intervention militaire arabe actuellement en cours.

Cette opération baptisée « Tempête décisive » tente de mettre fin à leurs avancées significatives vers la mainmise totale sur le pays, étant donné qu'ils contrôlent une bonne partie de l'Ouest du pays avec Aden, la deuxième ville du pays en ligne de mire.

Pour Ryadh, il n'est pas question de voir s'installer à sa frontière Sud (par ailleurs longue et poreuse) et donc au cœur de sa zone d'influence, un régime qui lui serait hostile. Les affrontements entre houthis et l'armée saoudienne de 2009 étant par ailleurs encore dans toutes les mémoires.

Appuyés par Téhéran, les Houthis se défendent d'une légitimité toute particulière reposant essentiellement sur leurs affrontements, sur des bases là encore plus confessionnelles et sectaires que politiques, réguliers avec les combattants de Daech implantés dans le pays ou encore ceux d'Al Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) très présents au Yémen.

Leur agenda national, tant soit peu qu'il existe, est encore peu clair si ce n'est défendre les intérêts de cette minorité religieuse qui représente près du tiers de la population yéménite.

La partie s'annonce difficile pour la coalition, qui ne prévoit pas pour le moment d'engagements de troupes au sol. Elle ne peut d'ailleurs s'appuyer sur des forces à l'intérieur, puisque la seule entité militaire structurée du pays est la Garde républicaine restée fidèle au Président déchu Saleh et actuel allié de circonstance des Houthis. Ces derniers peuvent eux compter sur un soutien discret et efficace de la République islamique à l'image de ce qui se passe dans les autres pays arabes sous son influence que sont la Syrie, l'Irak et dans une moindre mesure le Liban.

Une confrontation directe en armées iraniennes et saoudiennes est néanmoins peu probable, notamment dans une conjoncture d'un accord proche entre Téhéran et le groupe P5+1 sur le dossier nucléaire.

L'embrassement du Yémen et le risque de voir le pays sombrer dans la guerre civile et un chaos à forte connotation confessionnelle est le meilleur allié pour une implantation massive de groupes armés djihadistes et donc des risques de déstabilisation majeurs au Moyen Orient mais aussi en Afrique de l'Est du fait de potentielles connections avec les Shebabs somaliens.

La participation du Maroc à cette opération militaire quant à elle n'est qu'une activation logique et attendue du partenariat à haute portée stratégique scellé entre le Royaume et le Conseil de Coopération du Golfe en 2011 et qui faisait suite à la demande d'adhésion du Maroc et de la Jordanie à ce bloc régional.

Talal Salahdine, Directeur Stratégie de l'Institut Amadeus